Invisibilité sociale, l'humanité sans qualité.

Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard (dir.), La France invisible, 2006.

Par Solène Gaudin

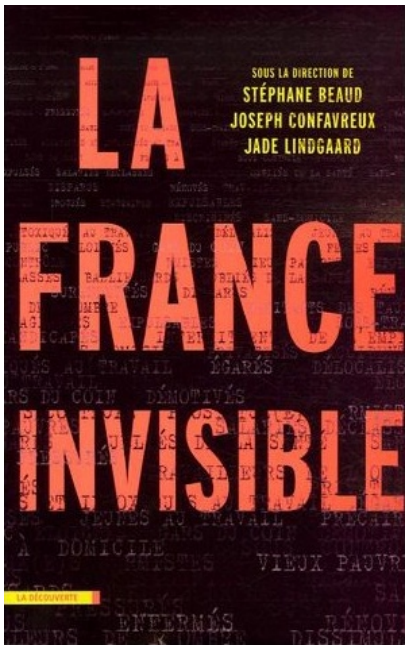
Cet ouvrage a également fait l'objet d'un compte-rendu croisé publié dans la rubrique Confluence.

« [Il] savait qu'il n'occupait pas une place suffisamment importante pour être un souffre-douleur. Il faisait partie du bataillon des invisibles ».

Kate Atkinson, C'est pas la fin du monde, Paris, 2002.

Un million de personnes habitant dans des taudis en France aujourd'hui, 40 000 nouveaux cas de maladies professionnelles par an, entre 200 000 et 400 000 personnes expulsables sur le territoire français, 2,5 millions de femmes à domicile, 400 000 gens du voyage, 15 ou 20 000 prostituées, 3 millions de personnes touchées par les opérations de rénovation urbaine, 1,2 million de Rmistes, 27 000 enseignant-chercheurs non-titulaires, 800 000 stagiaires, 1,5 million de ménages surendettés, 600 000 personnes âgées… Les statistiques ne manquent pas dans l'ouvrage dirigé par Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard pour rendre compte des personnes oubliées, négligées car peu ou mal prises en compte par la puissance publique. En effet, rien de réellement novateur dans l'énoncé des catégories « d'invisibles » mais l'attrait et l'originalité ? indéniables ? de cet ouvrage résident d'abord et surtout dans l'analyse qui conduit à relier le sort de ces populations très hétérogènes pour en souligner le trait commun : des individus se situant dans l'incapacité d'être reconnus en tant que membres d'un groupe, éléments du monde social. *A priori*, on serait tenté de discuter les catégories retenues dans la première partie de l'ouvrage : si certaines sont déjà largement étudiées et documentées par les recherches en sciences sociales, d'autres pourraient utilement y être ajoutées (les déménagés, les femmes enceintes[1], les isolés,…). Mais, en réalité, l'objectif premier du travail des auteurs n'est pas d'établir une énumération exhaustive, du reste

difficilement réalisable, des personnes en situation d'invisibilité sociale. Il s'agit ici moins de faire apparaître de nouvelles catégories d'analyse pour les sciences sociales que de souligner un déficit d'intervention publique en matière de suivi et en amont de catégorisation des populations en situations difficiles, bref, de « *repenser la question des usages sociaux des dispositifs d'action publique et des institutions* » (p. 15).



Se revendiquant conjointement d'une enquête réalisée par le magazine *Fortune* en 1936 pour rendre compte de l'état d'un pays méconnu à l'issue de la crise de 1929 et de *La Misère du monde* de Pierre Bourdieu, la démarche vise à déconstruire pour reconstruire, par la description et le récit, les catégories d'analyse usuelles des sciences sociales. Le livre « *tente de construire un dispositif d'investigation sociale et d'écriture inédit : une succession d'enquêtes menées par des journalistes, des chercheurs et des écrivains pour produire des articles accessibles, inspirés et encadrés par les dernières recherches en sciences sociales* » (p. 9). Ce choix relève, d'après les auteurs, d'une double déception : la difficulté pour les chercheurs de modifier les termes du débat public et pour les journalistes de trouver des échos auprès de la communauté scientifique.

Par le croisement des écritures et des sphères, il y est fait le pari de la pluralité sur le fond comme sur la forme et le choix de la complémentarité entre la

description et l'analyse : « *C'est à travers les récits de trajectoires singulières que peuvent surgir des indices des nouvelles coordonnées du monde social devenu illisible* » (p. 10). Près de soixante intervenants, dont vingt-neuf en tant que rédacteurs, appartenant à différents horizons disciplinaires (sociologie majoritairement, science politique, histoire, droit) et professionnels (écrivains, scientifiques, journalistes, travailleurs sociaux…) contribuent à cet ouvrage. De cette polyphonie ressort un ensemble dynamique et stimulant organisé autour de deux parties. La première donne à voir, à travers trente-six catégories hétérogènes classées par ordre alphabétique, comment vivent les groupes et personnes « invisibles ». Chaque article est articulé autour d'une enquête ; il est suivi d'un entretien avec un spécialiste qui vient compléter les récits et portraits proposés. La seconde est constituée d'interventions plus analytiques sur les raisons de l'invisibilité. Elle est organisée autour de trois axes : la critique des modes de connaissance du monde social, ses représentations biaisées, les transformations de la question sociale.

Indispensables « invisibles ».

Dans l'introduction S. Beaud, J. Confavreux et J. Lindgaard développent une approche sociologique et théorique des processus et des situations d'invisibilité qu'ils définissent « *non pas [*comme*] une catégorie sociologique […] mais une situation et un ensemble de processus qui conduisent à un sentiment de non-reconnaissance et de mépris social* » (p. 12).

Les auteurs décèlent quatre types d'invisibles. D'abord des populations plus ou moins paupérisées qui n'existent plus que sous la forme de statistiques et de flux tels les sdf, les gens du voyage, les Rmistes ou encore les expulsables. Ils sont l'expression des dommages collatéraux du système économique et constituent les invisibles *variables d'ajustement.* Il y a ensuite les *hommes et femmes sans qualité,* ceux qui ne sont pas pris en compte car ils se situent en dehors de la cartographie institutionnelle des politiques publiques et de l'aide sociale : femmes à domicile, démotivés, intermittents du travail, précaires du public… Les *victimes de nouvelles violences sociales* produites par les politiques publiques spécifiques récentes et vécues sur un mode individuel que sont par exemple les jeunes au travail, les rénovés, les oubliés de la santé, les travailleurs de l'ombre

forment le troisième type. Enfin, les *invisibles masqués par les images toutes faites*, ceux qui sont traités selon un mode global, compassionnel et surmédiatique constituent le dernier groupe ; on y trouve les discriminés, les handicapés, les banlieusards…

Ces populations n'ont souvent rien à voir les unes avec les autres, ce qui les rend difficiles à appréhender. Elles sont le produit d'une société où les individus sont mis en concurrence à l'aune de leur efficacité supposée et de leur adaptabilité, rouages à la fois indispensables et souvent honteux, « soutiers » modernes du système capitaliste. On peut cumuler les façons d'être invisible : jeune au travail et démotivé et/ou rénové ou encore banlieusard et délocalisé et/ou disparu, etc. tel un triste scrabble social.

L'invisibilité comme « *absence à soi-même et négation de sa condition sociale de dominé* » est une forme de violence symbolique au sens de la sociologie critique et de la pensée bourdieusienne. Dès lors, chercher à rendre visible, c'est vouloir que chacun soit reconnu et pris en compte. Il s'agit de réinvestir la parole des populations concernées et par là même de repenser la place du citoyen comme usager critique et responsable. Or, qui pourrait s'émouvoir face à la banalité des situations décrites dont on n'est pas loin de penser que, pour beaucoup de ces Invisibles, le statut générateur d'invisibilité constitue une fatalité ? Précisément, c'est le pari inverse qui est fait dans ce livre, celui d'une prise de conscience qui permettrait de révéler l'invisible avec une visée directement opératoire. Les auteurs se positionnent en faveur d'une redéfinition des processus de décision impliquant de repenser les schémas avec lesquels les pouvoirs publics mais aussi les chercheurs en sciences sociales se proposent d'appréhender les difficultés des sociétés contemporaines.

Dans la première partie de l'ouvrage une série de portraits donnant une large part aux témoignages et aux discours des populations classées comme les (nouveaux ?) « invisibles ». Ainsi rencontre-t-on au fil de la lecture des situations aussi contrastées que celle de Rachid, « expulsé *», jeune étudiant de la bourgeoisie marocaine qui, venu en France, échoue dans ses études et se retrouve expulsé du territoire national une semaine avant son mariage avec une française ; de Virginie, «* habitante des taudis *», dans le Nord-Pas-de-Calais qui*

jette un regard à la fois sensible et critique sur son logement et son parcours de vie en racontant la honte et l'isolement qu'elle rencontre au quotidien tout comme le système d'entraide entre voisins qui lui permet de s'en sortir. C'est aussi l'histoire de Christiane, « précaire du public *», qui a accumulé cinq-cent-soixante-quatorze contrats à durée déterminée (cdd) en dix-sept ans notamment à La Poste, ou encore celle de Jean-Marie, «* Rmiste *» potentiel, présenté comme le parangon de l'invisible, sans téléphone, sans adresse, pas de sécurité sociale, pas de compte en banque, pas de carte d'électeur, ni même de rmi auquel il a droit et qu'il ne demande pas. Les récits de vie s'enchaînent avec, en filigrane, une certaine résignation de beaucoup de ces protagonistes face à leurs conditions de vie. Leurs situations semblent inextricablement liées à un contexte et à des enjeux qui les dépassent. Enfermés dans un système qu'ils reconnaissent plus ou moins consciemment subir, la réponse à leurs difficultés ne semble pouvoir venir que d'une action volontariste des pouvoirs publics.*

Pourtant les auteurs souhaitent résolument adopter « *une autre voie que la déploration « décliniste », l'inquiétude sécuritaire, la rage verbale incantatoire ou le refoulement souriant* » (p. 8). Il s'agit bien de donner à voir les injustices sociales telles qu'elles se présentent et telles qu'elles sont présentes et vécues au quotidien par une fraction de la population. De ces récits incarnés et vivants ressort une logique totalisante. Au-delà de la diversité des situations, c'est bien un système global qui est mis en cause. On peut ainsi déceler au fil des portraits et des analyses trois filtres qui contribueraient chacun à l'opacité des situations des protagonistes jusqu'à l'invisibilité et l'illisibilité des conditions de vie des individus. Le système économique en premier lieu et plus particulièrement les effets du libéralisme (les délocalisations et la pression au travail notamment) ; en second lieu, le système social et la rigidité des nomenclatures et des effets pervers des aides sociales (dépendances, situations particulières, discriminations) ; et, enfin, le système politique et médiatique dont les auteurs dénoncent une alliance synallagmatique, et à terme stérile, pour saisir la réalité et l'urgence des problématiques sociales. La solution avancée ne se situe pas au niveau d'une résolution individuelle comme pourrait le laisser entendre la succession de certains récits mais c'est dans la forme même que prend l'ouvrage qu'il semble pertinent de se tourner. La prise en compte des travaux de recherche ? entendus au sens large puisque ici collaborent universitaires,

journalistes et membres d'associations ? apparaît comme le rouage incontournable dans l'appréhension des faits sociaux et dans leur gestion. De fait, les articles articulés tout au long de l'ouvrage entre récits de vie et entretiens avec un expert (souvent universitaire) sont particulièrement fructueux.

Leur travail constitue donc une main tendue vers les sphères politiques et aussi universitaires en incitant les jeunes chercheurs à embrasser des sujets d'actualité et à forte connotation idéologique. Ce qui pourrait apparaître comme de la naïveté de la part de chercheurs voulant convaincre les décideurs politiques de l'intérêt de leurs travaux se justifie ici par la situation « d'urgence sociale » dans laquelle, selon eux, se trouve la France de l'année 2006 qu'ils observent, un pays qui vient de connaître plusieurs accidents politiques et sociaux majeurs.

Un manifeste pour une science critique et appliquée.

La seconde partie est orientée vers une analyse critique de la sociologie actuelle que Stéphane Beaud présente comme la science « *la mieux armée, du moins bien outillée* » (p. 459) pour analyser et révéler les groupes et régions oubliés de l'espace social. Sa vocation première étant, note-t-il, de « *dévoiler* » ? encore une référence bourdieusienne ? les multiples facettes du monde. Or la sociologie, comme les autres sciences sociales, participe avec ses angles morts à l'*invisibilisation* d'un certain nombre de catégories et de processus sociaux. L'auteur s'inscrit dans la filiation des approches modernes d'inspiration webérienne pour qui la production scientifique n'est pas neutre, « *il n'est pas de science qui soit absolument dépourvue de présupposés* »2. Selon lui, les orientations récentes de la discipline se partagent en deux catégories majeures. D'une part les thématiques répondant à une forte demande sociale (sociologie du travail, délinquance, immigration…), et de l'autre des groupes émergents qui « *défrichent des terrains vierges* » (p. 463) comme sur les rapports de genre, les relations interethniques… Les thèmes les moins traités demeurent ceux de l'analyse des classes sociales et de la stratification sociale. Une évolution qu'il attribue à la dévalorisation du terme de « classe » dans le langage savant et

aussi à l'affaiblissement de ce concept d'analyse. La science serait donc partie prenante de la production du phénomène d'invisibilité sociale. Les auteurs dénoncent une sociologie, selon eux, prisonnière de catégories d'analyse trop rigides et appauvries. « Des « objets durcis » selon l'expression d'Alain Desrosière reprise par C. Auscure et L. Néro (p. 490). Pour autant, moins qu'une remise en cause, il s'agit d'enrichir les catégories sociologiques classiques, de les réinterroger davantage au regard de l'hétérogénéité des situations, de la diversité et de la pluralité des trajectoires sociales actuelles.

Cependant les raisons de l'invisibilité semblent plus complexes. Prenant acte de cette diversité croissante, certains tels Henri Rey évoquent *« la fragmentation des identités collectives* » (p. 549). La frontière *insider-outsider* hier encore réduite à une ligne de fracture très nette s'est transformée en une vaste zone grise où coexistent des statuts multiples ; autant d'obstacles à la solidarité et au maintien d'un sentiment d'appartenance et donc de visibilité sociale.

Les auteurs proposent d'appréhender les raisons de l'invisibilité sur trois niveaux : le premier concerne les « *outils et mesures* ». Ils y soulignent l'inadéquation des outils dont disposent les chercheurs pour étudier les populations les plus difficiles à saisir dans leur banalité. Ce sont aussi les évolutions disciplinaires qui sont mises en cause avec, selon S. Beaud, une forme de réduction des objets traités au détriment de la sociologie, qui se laisse dessaisir de l'économie comme de l'aspect politique. Danièle Lochak, dans son article traitant de l'invisibilité au niveau juridique, explique l'ambivalence (valable pour d'autres disciplines) d'une dialectique où existent « *une invisibilité* dans *le droit et une invisibilité […]* par *le droit »* (p. 499). Ainsi, par son refus de reconnaître les inégalités sources d'invisibilité, le législateur non seulement ne donne pas les outils pour les combattre mais, *de facto,* il les conforte.

Le second niveau d'analyse, « *fausses représentations et imaginaires biaisés* » permet de souligner la place du discours dans le phénomène de l'invisibilité. Pour Xavier de La Porte, les médias se situent au cœur de l'invisibilité par leur pratique privilégiant davantage les statuts (le visible sur un mode spectaculaire, les « bobos » par exemple) que les catégories fondées sur un critère chiffré, ici les revenus (les « travailleurs pauvres »). Didier Lapeyronnie quant à lui

argumente dans le sens d'une dénégation du social dans l'explication des phénomènes actuels. Il évoque à ce propos un discours qui relèverait de la « naturalisation » (R. Barthes) des situations sociales et qui occulterait de fait leur genèse sociale autrement dit « *la volonté, plus ou moins affirmée ou revendiquée, de ne pas accepter d'explication sociale* » (p. 523). Jean Ruhlmann propose, et cela va bien dans le sens de l'ouvrage, de critiquer le caractère « surplombant » de la catégorie d'analyse vaste et floue des classes moyennes. Elles ne bénéficieraient pas, et c'est le propre des invisibles, d'un « noyau d'identification » qui permettrait de les saisir sur un plan politique, symbolique et scientifique. Plus de vingt années après le « deux Français sur trois » de Giscard d'Estaing, le concept de « classe moyenne » resterait toujours aussi efficace pour annihiler tout sentiment de classes sociales.

C'est autour de la question de l'individualisme propre à la société libérale que se structure le dernier niveau d'analyse proposé, « *question sociale, gestion sociale* ». Partant du constat que les inégalités s'accroissent au sein des groupes sociaux, les auteurs argumentent dans le sens d'une hétérogénisation du groupe des précaires (peut-être ici un peu trop rapidement assimilés aux invisibles ?). Cette dispersion qui tend parfois à l'isolement (Laurent Ott et Dominique Labbé) conduit à une mise en cause (sous-jacente) du fonctionnement du système politique, notamment en matière d'aide sociale. Les auteurs, en soulignant les incohérences et les effets pervers des mesures récentes en matière d'aide sociale ou d'encadrement des populations défavorisées, démontrent l'importance pour les décideurs d'avoir recours à des experts, universitaires ou non, dans l'aide à la décision. Ainsi, Nicole Maestracci dénonce les positions souvent délicates et contradictoires dans lesquelles les injonctions gouvernementales placent les travailleurs sociaux. Elle souligne que *« le travail social peut ainsi apparaître comme le lieu de la gestion impossible des contradictions politiques publiques »* (p. 616). Une argumentation qui s'achève sur un article de François Sicot particulièrement convaincant et qui résume bien la tendance dénoncée tout au long de l'ouvrage portant sur « la psychologisation rampante de la société » et sur la responsabilité individuelle comme trébuchet social.

Conclusion : en trompe-l'œil.

Ni obligatoirement pauvres, ni véritablement exclus, ni forcément opprimés *« Les invisibles ne sont donc pas les nouveaux prolétaires* » (p. 11).

Plutôt qu'une classe sociale, ils apparaissent ici comme une somme d'individus voire d'individualités. Dans un pays qui, hier, fonctionnait sur la base d'appartenance à des groupes, des communautés, mettant en avant des valeurs d'entraide et de solidarité, nous sommes passés à une situation d'émulation et de mise en concurrence des individus. L'holisme durkheimien s'efface devant l'individualisme contemporain. Dans son Désenchantement du monde*, Marcel Gauchet suggère « un épuisement du règne de l'invisible ». Du desserrement de ces invisibles contraintes que constituaient les champs du sacré, serait née l'émancipation individuelle moderne rendant les hommes ? consciemment ? responsables et auteurs de leur destin. Nous sommes passés du règne de l'invisible contraignant, le sacré, à la société de l'invisible excluant, les oubliés. Ces hommes et ces femmes seraient invisibles parce que se trouvant au mauvais endroit, au mauvais moment, dans une mauvaise situation. Autant d'éléments relevant, pour beaucoup, d'une responsabilité individuelle. Cette interprétation, les auteurs de l'ouvrage la récusent.*

Si ceux-ci se proposent de répondre et d'analyser une situation qu'ils qualifient d'urgence sociale, on peut également s'interroger sur les enseignements que nous apporteraient une rétrospective du concept d'invisibilité. En effet celui-ci est historiquement présent des deux côtés du spectre du pouvoir et de la reconnaissance. Les personnes décrites dans la France invisible *ne mettent en avant ni des situations ni des mécanismes nouveaux ; en revanche ce qui est novateur c'est le traitement réservé à ceux qui ne se montrent pas, ou plus exactement à ceux qui n'ont pas les moyens de se faire entendre. Le* Becoming Visible *des féministes anglo-saxonnes n'exprimait pas autre-chose. Au final les auteurs n'évoquent que très allusivement les invisibles qui souhaitent l'être et le rester (C. Auscure et L. Néro) dans la discrétion de leur entre-soi souvent aisé*[3]*. La* France invisible *analysée dans l'ouvrage est plutôt une France inaudible. Par ailleurs, on aurait aimé ? en dépit du titre de l'ouvrage ? que les auteurs proposent quelques pistes de réflexion dans une perspective internationale et*

notamment européenne tant il est avéré que cette question de l'invisibilité n'est pas, dans son existence, une exception française.

Le travail de S. Beaud et alii, engagé, novateur et un brin polémique, assume aussi bien sa fonction civique que scientifique. Pour les auteurs, l'ambition est d'impulser un nouvel élan aux recherches en sciences sociales en encourageant tant l'ouverture que l'éclectisme des moyens de communication, de diffusion et de collaboration. Car, au-delà des hésitations intrinsèques à chaque discipline à dépasser des noyaux durs de recherche, c'est une posture qui est promue ici, celle non seulement de la transdisciplinarité mais aussi de la démocratisation des savoirs et de la recherche définie comme un bien public relevant du domaine de la res publica.

Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, Paris, Éd. La Découvert, 2006.

Résumé

« [Il] savait qu'il n'occupait pas une place suffisamment importante pour être un souffre-douleur. Il faisait partie du bataillon des invisibles ». Kate Atkinson, C'est pas la fin du monde, Paris, 2002.Un million de personnes habitant dans des taudis en France aujourd'hui, 40 000 nouveaux cas de maladies professionnelles par an, entre 200 000 et ...

Notes

1 Celles-ci font l'objet d'études particulièrement riches en géographie et sociologie dans les pays anglo-saxons. Se référer notamment aux travaux de Robyn Longhurst (2000-2005).
2 Max Weber, Wissenschaft als Beruf, traduit et cité par Isabelle Kalinowski, *La science, profession et vocation*, Agone, Marseille, 2005, p. 53.
3 *Les Ghettos du gotha* de Michel Pinçon et Monique Pinson-Charlot, Éd. du Seuil, 2007.